

# Technicien(ne) informatique de proximité H/F - intervention à la cour d'appel de Bordeaux H/F

Ref : 2023-1329527

## Fonction publique

Fonction publique de l'État

## Employeur

Direction des services judiciaires - CA BORDEAUX  
Ministère de la Justice - SAR DE BORDEAUX - 11 rue du Maréchal Joffre 33000 BORDEAUX Poste localisé géographiquement à la cour d'appel de Bordeaux, place de la République 33000 BORDEAUX

## Localisation

Cour d'appel de Bordeaux, place de la République

**Domaine :** Numérique

**Date limite de candidature :** 07/10/2023

<b>Nature de l'emploi</b> Emploi ouvert uniquement aux contractuels	<b>Nature du contrat</b> CDD de 3 ans	<b>Expérience souhaitée</b> Non renseigné
<b>Rémunération</b> (fourchette indicative pour les contractuels) entre 20880 et 30550 brut/an € brut/an	<b>Catégorie</b> Catégorie B (profession intermédiaire)	<b>Management</b> Non
		<b>Télétravail possible</b> Non renseigné

# Vos missions en quelques mots

## Vos activités principales

- maintenance préventive et corrective de premier niveau : s'assurer du bon fonctionnement du matériel lors de son installation et du paramétrage initial optimal selon les besoins formalisés. Assurer le diagnostic et le dépannage et le cas échéant transférer au second niveau d'intervention par déclaration des incidents et des demandes sur l'outil de ticketing, suivi de la résolution (intervention locale en liaison avec le DIT ou les prestataires externes (infogérants, service national de maintenance), validation des solutions techniques (attestation de service fait).
- gestion du parc matériel et logiciel : suivre les implantations et l'inventaire du parc informatique (matériel, logiciel), recenser les besoins en matériel et logiciels au profit de la hiérarchie, réceptionner les matériels livrés, communiquer les bons de livraison, suivre les renouvellements, organiser les opérations de suppression des matériels réformés (effacement des données sur les disques durs, gestion des sorties du parc).
- gestion des droits et accès : à l'aide des outils mis à disposition par le ministère, gérer les comptes et boîtes aux lettres (BAL) : (créations, modifications, transferts, suppressions), gestion des habilitations et droits d'accès sur les logiciels métiers et les équipements d'impression et de numérisation.
- assistance utilisateurs : assurer d'une part une assistance personnalisée des utilisateurs sur les logiciels utilisés (Windows, logiciels bureautiques, cas les plus simples sur les logiciels métiers ou orienter les utilisateurs vers le support fonctionnel compétent), d'autre part une assistance technique : aide à la prise en main, formation à l'utilisation, assistance sur sollicitation pour l'utilisation des matériels informatiques, de visioconférence, de téléphonie, de numérisation et d'impression en réseau, le cas échéant recenser les besoins de formations.
- sécurité informatique : sensibiliser les utilisateurs en matière de sécurité informatique, diffuser les consignes bonnes pratiques et informations, être l'interlocuteur des utilisateurs pour toutes les difficultés rencontrées (spams, hameçonnage, failles de sécurité, etc.). Relayer les informations auprès du référent SSI (Sécurité des Systèmes d'Informations) et du RSN (Responsable de la Sécurité Juridique) de la DSJ (Direction des Services Judiciaires).
- interventions techniques, selon les préconisations du DIT et à l'aide des outils autorisés par le ministère : paramétrer les postes de travail, périphériques, matériels réseau ; installer des logiciels bureautiques et métiers sur autorisation de la hiérarchie ; paramétrer les comptes, BAL et tout accès au réseau et au RIE ; paramétrer les applicatifs métiers et les fichiers de configuration ; gérer les accès aux ressources partagées et raccourcis pour les accès aux applications ; gérer les baies de brassage et tous les éléments de connectique (câblage, câbles, prises RJ, bornes wifi)

# Profil recherché

Niveau BAC avec 5 ans d'expérience, ou niveau BAC + 2 en informatique avec ou sans expérience. La rémunération sera variable en fonction de ces critères.

## **Joindre la copie des diplômes à la candidature.**

Vos principales compétences à mettre en œuvre[1]

Connaissances:

Poste de travail (W10) - Maîtrise

Bureautique (Microsoft Office LibreOffice) - Maîtrise

Messagerie (Outlook) - Maîtrise

Applicatifs métiers et environnement institutionnel - Application

Téléphonie mobile sécurisée (Xpéria, Samsung) - Application

Outils (GLPI, Easy Vista, OCS) - Application

Savoir-faire:

Dépannage niveau 1, diagnostic - Maîtrise

Paramétrage impression (Konica, Epson, etc.) - Maîtrise

Connexion à distance (VPN) - Maîtrise

Administration Active Directory - Application

Télé-déploiement (MECM) - Application

Savoir-être:

Relationnel, sens de la pédagogie - Expertise

Adaptabilité, travail en équipe - Maîtrise

Rigueur, autonomie, réactivité - Maîtrise

Capacités rédactionnelles - Application

## **Niveau d'études minimum requis**

### **Niveau**

Niveau 4 Baccalauréat

### **Spécialisation**

Informatique, traitement de l'information, réseau de transmission des données

## **Compétences attendues**

possibilité de recruter au niveau bac avec expérience minimale de 5 ans

# Éléments de candidature

## Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

## Personne à contacter

Rcip.sar.ca-bordeaux@justice.fr

# À propos de l'offre

## Informations complémentaires

La rémunération proposée au candidat sera fonction du niveau de diplômes et de l'expérience professionnelle

## Conditions particulières d'exercice

Poste nécessitant une enquête administrative de sécurité, une habilitation aux risques électriques, et le permis B.

Déplacements réguliers.

## Statut du poste

Vacant à partir du 01/11/2023

## Métier de référence

Technicienne / Technicien poste de travail et maintenance

# Qui sommes nous ?

Ministère de la Justice – SAR DE BORDEAUX – 11 rue du Maréchal Joffre 33000 BORDEAUX  
Le plan de transformation numérique du ministère de la Justice a pour objectif que l'ensemble des procédures judiciaires soit intégralement numérisé avec une accentuation de l'ouverture des données publiques. Le ministère de la Justice se transforme, recrute dans les métiers du numérique et investit massivement pour créer des solutions innovantes pour une justice plus lisible, plus accessible et plus efficace. Dans ce cadre, l'accompagnement au plus proche des utilisateurs demeure un défi à relever.

Affecté au sein du service administratif régional, sous l'autorité du responsable de la CIP et du RGI par délégation des chefs de cour, le/la technicien(ne) de proximité est un(e) référent(e) en matière informatique et plus globalement pour toutes les technologies de l'information et de la communication. Il/elle assure un accompagnement de proximité des utilisateurs, la

maintenance de premier niveau, le suivi du parc informatique (postes fixes, portables, tablettes et périphériques) ainsi que du parc des équipements de visioconférences, d'impression et de numérisation connectés au réseau informatique. En outre il/elle assure le suivi de tous les équipements de téléphonie, de transmission de voix et/ou de données. Il/elle peut être amené(e) à réaliser des interventions techniques de second niveau sous la supervision ou l'autorisation du DIT et est en charge de la mise en œuvre de la sécurité informatique.